

A QUI PROFITENT LES MANIFESTATIONS PAYSANNES?

Il convient, d'abord d'établir une distinction très nette entre l'authentique paysan qui vit de son travail et le hobereau spéculateur.

Dans les premiers, on peut classer tous ceux qui, exploitant à la sueur de leur front un patrimoine familial variant de 4 ou 5 à 15 ou 20 ha, suivant les régions et les cultures, ne disposent que de ce seul revenu problématique (1). C'est lui que l'on rend responsable de tous nos maux. On l'a qualifié d'affameur, de paresseux, d'indiscipliné, d'arriéré... que sais-je encore. On lui a dit: «*produit ceci ou cela*», l'année d'après on lui offre des prix de braderie sous prétexte de surproduction. On lui a dit: «*modernise-toi*», ces dernières années il l'a fait au prix d'un lourd endettement qui pèse sur 76% des exploitations dans le Tarn-et-Garonne. Ou lui dit aujourd'hui: «*tu es une charge insupportable au pays et tu dois disparaître en tant que tel*».

Ce paysan, fruste, vulgaire peut-être, individualiste à l'excès, n'est pas toujours dépourvu de bon sens et de courage. Les coutumes d'entraide et de solidarité pratiquées dans certaines régions en font foi. Que dire de ce vigneron de 55 ans qui, en 1956, voit ses 4 ha de vigne entièrement détruites, son terrain caillouteux ne pouvant supporter une autre culture il n'a pu bénéficier de la prime à l'arrachage... il s'est mis courageusement à l'ouvrage, s'est endetté, pour la première fois il vient de récolter une vingtaine d'hl au lieu d'une centaine avant 1956... salaire de trois ans d'effort il percevra de 40 à 45 francs légers au litre alors que l'Etat prélèvera royalement 25,80 francs légers au départ de la propriété et que son vin sera revendu 90 ou 100 francs le litre. Que penser de ces braves fermières qui vont quérir l'eau de la cuisine ou éclaircir leur lessive à 1 km, alors que l'on sacrifie des milliards au Sahara et ailleurs. Sans doute la structure de cette paysannerie nécessite une profonde réforme, mais est-ce sa réforme ou sa disparition que l'on veut?

Cette masse paysanne, apolitique dans son ensemble, quoique réactionnaire dans son esprit, éternellement trompée, cocufiée, avait répondu «oui» à de Gaulle... Elle a été cruellement déçue, et pour cause, la politique de grandeur a d'autres nécessités.

Quant aux autres, les paysans aux mains blanches, hobereaux anciens ou nouveaux, possédant de vastes surfaces dans un but spéculatif, éprouvant des difficultés pour trouver une main-d'œuvre qualifiée, aux prises avec des fermiers justement exigeants, ils trouvent sans doute que les dividendes sont minces auprès de ceux perçus par leurs frères de classe, les magnats de l'industrie, de là une querelle de famille aggravée par les nécessités de «ma politique» de «ma Grandeur», qui favorise ouvertement l'expansion industrielle.

Les hobereaux, battus mais non abattus, n'avaient plus qu'une solution, amener la masse paysanne, qu'ils méprisent et dont ils espèrent obtenir une main-d'œuvre bon marché et se partager les dépouilles, à soutenir leurs intérêts. Le centre des trop fameux *Indépendants et paysans* se prête admirablement à toutes les manœuvres ou intrigues.

A l'alliance de l'Etat et des magnats de l'industrie on pourrait opposer le poids des masses paysannes

(1) Il faudrait (selon certaines informations) 50.000 fr. légers pour avoir accès au futur marché gare fruitier de Montauban.

mécontentes, et empêcher, le cas échéant, que ces derniers ne traitent directement avec la classe ouvrière (certains ne cachent pas que l'on devrait s'attaquer aux dits privilèges de la classe ouvrière sans doute pour accentuer notre division). La masse a suivi, comme toujours, et plus que jamais, elle sera trompée, cocufiée, et les avantages obtenus, si avantages il y a, profiteront directement aux hobereaux.

Pourquoi la F.N.S.E.A. n'a-t-elle jamais écrit à son ordre du jour la cause principale du malaise: «la guerre» qui ruine les travailleurs et tue leurs enfants?

La création de gros marchés de viande et de fruits profitera-t-elle aux petits producteurs et aux consommateurs qui devront, néanmoins, financer! Nous aurons sans doute à revenir là-dessus (1).

Ainsi les *Indépendants*, de par leur appellation, peuvent se permettre de combattre ce que font les «*Indépendants*» au gouvernement, sans trop se compromettre, et conserver une certaine confiance parmi la masse.

Il est urgent que les petits paysans travailleurs comprennent qu'ils n'ont rien de commun avec les hobereaux et colons qui sont, au contraire, leurs pires ennemis, qu'ils doivent se grouper et, au besoin, s'unir à la classe ouvrière pour faire face aux trusts d'exploitation.

Pourquoi ne pas avoir défendu certains usages locaux ou régionaux? Un exemple: l'emprise des trusts minotiers sur les farines panifiables a ramené progressivement l'échange blé-pain de 70 à 50 kg par hl. Pourquoi ne pas leur avoir opposé des coopératives boulangères ou minotières qui eussent permis de passer outre?

A noter que la F.D.S.E.A. nous demandait de nous défendre face à notre patron boulanger seulement, ce qui a provoqué de ma part une mise au point indignée.

Face aux maquignons d'un nouveau genre qui nous vendent les tracteurs pourquoi ne pas se grouper et exiger des garanties effectives et un service sérieux après vente, voire même, une baisse du matériel!

Je citerais ainsi de nombreux cas où l'union, l'initiative, l'organisation pourraient résoudre des problèmes vitaux que ne résoudra jamais la F.N.S.E.A. noyauté et dirigée par les «*Indépendants paysans*» aux mains blanches.

Yves LONDRES.
